

M. Rodriguez: Lundi prochain, dans trois jours, 3,000 travailleurs du bassin de Sudbury perdront leur emploi. Un comité spécial de l'Ontario a publié mercredi un rapport proposant plusieurs solutions au problème de ces 3,000 travailleurs mis à pied dans la région de Sudbury. Ce rapport a reçu l'appui de tous les libéraux siégeant à ce comité spécial de l'assemblée législative.

Quand j'ai soulevé cette question hier devant la Chambre, le ministre n'avait pas encore pris la peine de se procurer un exemplaire du rapport. Comme une réunion a eu lieu hier, le ministre est-il maintenant en mesure de dire à la Chambre quelle est la position de son gouvernement à l'égard des propositions de ce comité spécial de l'Ontario visant à sauver 3,000 emplois?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je ne vois rien de mal à attendre d'avoir pris connaissance des faits avant d'exprimer une opinion. Il y a des cas où il me semble que le député est prêt à se lancer dans des critiques sans être au courant des faits. S'il avait lu le compte rendu et écouté la réponse qu'a faite hier soir lors du débat d'ajournement le distingué secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics et ministre d'État chargé de la Science et de la Technologie, il aurait trouvé une réponse très étoffée et très complète. Elle traitait de la rencontre que j'ai eue hier après-midi avec le ministre des Ressources du gouvernement ontarien et le président de ce comité spécial.

Si le député avait lu le compte rendu, il se serait également rendu compte que le président de ce comité spécial a refusé tout appui à la proposition de stockage présentée par ce comité spécial. Lorsque je les ai vus hier, ils m'ont clairement indiqué que le gouvernement ontarien n'appuie pas le rapport du comité spécial. Il ne s'agit pas d'un document du gouvernement ontarien. Nous sommes tombés d'accord sur le fait que la façon la plus avantageuse de procéder serait d'essayer de réunir les deux parties, c'est-à-dire les sociétés et les syndicats, en vue d'étudier le projet de partage du travail.

Je crois savoir que le député est contre l'idée de travail partagé. Il a une fois présenté une motion visant à éliminer le travail partagé des dispositions de l'assurance-chômage. Je présume qu'il est donc conséquent avec sa propre attitude en essayant de cacher ce fait. Cela pourrait valoir la peine d'expliquer à ses électeurs pourquoi il l'a fait car je crois pourtant que cette méthode offre la meilleure chance de trouver une solution à la très douloureuse et sombre situation que connaît Sudbury.

M. Rodriguez: Nonobstant le préambule merdique du ministre, je trouve intéressant de constater que le ministre n'a pas cherché à nier le fait que le comité spécial de l'Ontario a estimé que les coûts sociaux et matériels qu'aurait à supporter les contribuables canadiens s'établiraient au bas mot entre 150 millions et 200 millions de dollars au titre de programmes tels que celui de l'assurance-chômage et du recyclage de la main-d'œuvre. Le ministre est-il en train de dire à la Chambre qu'il préfère assumer ce coût aux lourdes répercussions sur le plan humain en y ajoutant le coût de toutes les autres propositions présentées telles que le partage du travail, plutôt que de dépenser quelques millions de dollars pour une opération de

Questions orales

stockage? Est-il prêt à échanger les coûts humains et matériels contre la proposition d'un prêt sans intérêt du comité spécial?

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, j'ai bien dit dans mes réponses à la Chambre que nous voulons effectivement améliorer la situation et non pas créer de nouveaux problèmes. Toutes les études ont révélé que tout nouveau programme de stockage susciterait des problèmes au lieu d'en résoudre.

M. Rodriguez: Le ministre et le gouvernement ont rejeté toute suggestion visant à prévenir les mises à pied que leur ont présentée les membres de notre parti, les syndicats et les dirigeants municipaux. On n'a même pas répondu aux propositions d'urgence que les Métallos unis d'Amérique avaient transmises au ministre du Travail le 18 décembre. Qu'entend faire au juste le gouvernement pour empêcher la mise à pied de 3,000 travailleurs, qui doit se produire lundi prochain dans la région de Sudbury?

M. Gillespie: Nous avons ressassé toute cette question. Nous avons fait tout ce que nous pouvions pour atténuer une très difficile situation. Je me demande d'ailleurs si le député veut vraiment résoudre cette situation ou en profiter pour se faire du capital politique. Je trouve la chose déplorable à ce moment-ci. Peut-être eût-il mieux fait d'essayer de rapprocher les parties, la société et le syndicat, afin d'en arriver à une solution favorable aux travailleurs.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

LA CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE RECHERCHES POUR LA DÉFENSE À WINNIPEG

M. Dan McKenzie (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Depuis quatre ans le ministre et le ministère négocient avec la ville de Winnipeg l'achat de 111 acres de terrain où serait situé un futur centre de recherches pour la défense. C'est mettre bien du temps pour négocier l'achat d'une propriété. Le ministre peut-il nous dire ce qui se passe? Le gouvernement a-t-il l'intention d'acheter la propriété? S'il est impossible de conclure une entente définitive, l'honorable représentant abandonnera-t-il ce projet et essaiera-t-il de trouver un autre site à Winnipeg étant donné que la situation cause énormément de problèmes à la ville, aux habitants du secteur en cause et aux promoteurs?

● (1152)

L'hon. Barney Danson (ministre de la Défense nationale): C'est vrai que les négociations se poursuivent depuis longtemps. La municipalité a de la difficulté à obtenir les servitudes pour le terrain. Cependant, les négociations se poursuivent et nous examinons en même temps d'autres possibilités.

M. McKenzie: Je signale que le gouvernement fédéral est habilité à supprimer les obstacles qui se posent à l'achat de la propriété. Le ministre ou un de ses représentants a-t-il parlé au maire et lui a-t-il dit que si l'on abandonnait le projet de construction du centre de recherches pour la défense, le ministre construirait un nouveau quartier général pour le commandement aérien à la base aérienne?